



Argentine

Une internationale hayékienne : De Buenos Aires à Bruxelles

Venezuela

Maduro,
un président
peu regretté

Chili

Kast ou la revanche
conservatrice
chilienne

Interview

Sebastian Santander :
« Trump nage à contresens
du multilatéralisme »

Mensuel
du MOC-CIEP

démocratie

Maduro, un président peu regretté

Le samedi 3 janvier 2026, le Venezuela se réveille sonné de l'attaque éclair des États-Unis sur Caracas et apprend l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de la première dame Cilia Flores. Si une certaine anxiété s'empare de la population, une frange importante de celle-ci ne semble pas s'indigner outre mesure de la capture du couple présidentiel. Pourquoi ? Si les intentions impérialistes de Donald Trump ont été vastement analysées et commentées ainsi que les conséquences sur le droit et l'ordre international, la réaction du peuple vénézuélien beaucoup moins. C'est ce que nous allons tenter de décoder dans cet article.

Mais d'abord, revenons un peu en arrière. Avant de faire partie de l'équipe gouvernementale de Chávez, Nicolás Maduro était chauffeur de bus à Caracas, travail qu'il alternait avec des activités syndicales. Sa carrière politique débute à Cuba, pays où il reçoit une formation idéologique. Maduro rejoint le mouvement dirigé par Chávez après la tentative de coup d'État organisé par ce dernier en 1992 contre le président Carlos Andrés Pérez. Il commence à gravir rapidement les échelons du pouvoir une fois Chávez installé à la présidence en 1999 et devient vice-président de l'exécutif en octobre 2012. Son heure de gloire arrive en décembre 2012, lorsque Chávez, alors gravement malade, désigne Maduro comme son successeur et ordonne à ses partisans de le soutenir. Maduro assume donc la présidence par intérim, une manœuvre approuvée par la Cour suprême de justice, malgré des doutes constitutionnels, puis remporte les élections présidentielles, en dépit des accusations persistantes de fraude électorale. Il accèdera au pouvoir après la mort de son mentor en mars 2013.

Dérive autoritaire et illégitimité

Malgré sa grande loyauté envers Chávez, Maduro n'a jamais joui de la même popularité que le leader défunt. Afin de se maintenir au pouvoir, il est

contraint d'acheter des loyautés, tant au niveau national qu'international, mais aussi de perfectionner et d'intensifier le système de contrôle social et de répression déjà mis en place par Chávez. Il prend le contrôle total des pouvoirs législatif, judiciaire et électoral, en nommant des fonctionnaires totalement fidèles au régime, « purge » l'armée et étend le contrôle militaire à presque tous les secteurs économiques, place un grand nombre d'officiers et de sous-officiers à des postes clés, créant ainsi un réseau d'intérêts et de complicités, permet la présence et la participation de conseillers cubains dans les instances chargées de la sécurité et les forces armées, interdit à de nombreux politiciens de l'opposition d'exercer, réprime durement les innombrables manifestations menées par l'opposition, exerce une persécution politique et transforme ce qui était initialement un régime hybride en une dictature autoritaire, caractérisée par l'absence de séparation des pouvoirs et le contrôle total de l'État.

Les deux événements qui marqueront définitivement la dérive autoritaire et l'illégitimité du gouvernement de Maduro se produisent en 2017 et en 2024.

En 2017, les partis d'opposition remportent les élections législatives, mais Maduro dépouille l'Assemblée nationale de ses pouvoirs et crée une nouvelle Assemblée nationale constituante

par décret présidentiel, en violation flagrante de la Constitution. En 2024, cette fois-ci dans le cadre des élections présidentielles, la principale candidate d'opposition issue de la Plateforme unitaire démocratique, María Corina Machado – lauréate du prix Nobel de la paix 2025 et critiquée par certain-es pour sa proximité avec le président américain Donald Trump – a été interdite par le régime de participer à ces élections. C'est l'homme politique Edmundo González Urrutia qui la remplace. Maduro se proclame vainqueur des élections, mais l'opposition parvient à démontrer, grâce à un suivi minutieux des élections et l'obtention des procès-verbaux de vote, que le candidat de l'opposition était le véritable vainqueur. La plupart des pays du monde n'a pas reconnu la victoire de Maduro ou a demandé de la transparence et des données vérifiables, mais le gouvernement n'a jamais présenté les preuves des résultats.

Une crise sociale et économique niée

Pour comprendre la réaction d'une grande partie du peuple vénézuélien aujourd'hui, revenons aussi sur le bilan social et économique du régime de Maduro. Il convient de préciser que, lorsque Maduro a pris le pouvoir en 2013, les conséquences de la mauvaise

gestion économique du gouvernement de Chávez se faisaient déjà fortement sentir. Il faut savoir que l'industrie pétrolière (nationalisée en 1976, bien avant l'arrivée de Chávez au pouvoir), représentée par la grande entreprise publique PDVSA, avait été démantelée par Chávez en 2002-2003, ce qui s'était traduit par le licenciement de près de 18 000 employé-es qualifié-es¹. L'arrivée à PDVSA de nouveaux travailleur-ses peu formé-es et inexpérimenté-es, les niveaux élevés de corruption (environ 300 milliards de dollars détournés²), les lacunes dans l'entretien des infrastructures pétrolières, les baisses successives du prix du baril de pétrole, la diminution de la production pétrolière (de 60 % par rapport à ses niveaux historiques les plus élevés) et la dépendance absolue vis-à-vis des revenus pétroliers créent une conjoncture tout à fait défavorable pour le pays.

Maduro nie la crise. Afin de financer le déficit, il imprime des billets. L'hyperinflation qui en résulte fait exploser les prix des produits et des services, plongeant des millions de citoyen-nés dans la pauvreté, car ces mesures ne s'accompagnent d'aucun plan compensatoire. Les expropriations d'entreprises, très mal gérées par le gouvernement de Maduro, provoquent une fuite massive des investissements étrangers. Entre 2013 et 2015, l'inflation passe de 41 % à 122 % (inflation annuelle de 556 % à la fin de 2015). L'économie se dollarise, la valeur du bolivar s'effondre et les prix montent en flèche. Entre 2016 et 2020, l'inflation cumulée atteint des records exceptionnels³!

Un exode massif

Alors que l'économie s'effondre, un pourcentage élevé de Vénézuélien-nés fuient le pays, dans ce qui est considéré comme l'un des plus grands exodes de l'histoire (entre 7,7 et 9 millions de personnes déplacées). La population restante lutte pour sa survie. De nombreux besoins fondamentaux sont non rencontrés et le taux de chômage est alarmant. Lorsque les médias interrogeaient Maduro à propos des problèmes de malnutrition dans le pays, celui-ci souriait et répondait qu'il s'agissait du « régime d'amaigrissement de Maduro »... Face à cela, la population et les opposant-es politiques se



Manifestation contre la réélection de Maduro pour un deuxième mandat organisée par son opposant Juan Guaido, président par intérim soutenu par Donald Trump, le 2 février 2019 à Caracas. / © alexcocopro

sont organisé-es et mobilisé-es pour dénoncer les nombreuses dérives du régime. L'opposition vénézuélienne est une coalition hétérogène composée de partis et d'acteurs politiques de différentes tendances, ainsi que de mouvements sociaux et des citoyen-nés. Afin de résister au gouvernement de Maduro, ce front d'opposition, actif tant au Venezuela qu'en exil et dirigé par des personnalités telles que María Corina Machado, a eu recours à tous les moyens légitimes à sa disposition : dénonciations de la situation dans les médias nationaux et internationaux, ainsi qu'auprès d'organismes et tribunaux internationaux, pression internationale, participation à des tables rondes et à des négociations avec le régime de Maduro –lesquelles ont abouti à des accords qui n'ont jamais été respectés par le gouvernement –, participation aux élections, organisation de multiples manifestations dans la rue et demande de l'aide internationale.

Mais le gouvernement a mis en place un plan permanent et coordonné visant à réduire au silence et à réprimer l'opposition (y compris les militaires dissidents), violant ainsi gravement l'État de droit. Le harcèlement, la persécution, les licenciements abusifs, les détentions arbitraires, la torture et les traitements cruels, inhumains ou

dégradants, la violence sexuelle, les enlèvements, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires, entre autres, ont toujours fait partie de la machine répressive de l'État (voir à ce sujet le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU).

Outre les forces répressives de l'État, le gouvernement Maduro s'est appuyé sur des groupes civils armés par le gouvernement qui fonctionnent comme un bras paramilitaire de l'État et qui agissent en toute impunité : les « Colectivos » sont chargés du contrôle social et de la

¹ Wikipédia. (s.d.). *Paro general en Venezuela de 2002-2003*. Dans Wikipédia. Url: https://es.wikipedia.org/wiki/Paro_general_en_Venezuela_de_2002-2003 date de consultation : le 20 janvier 2026.

² Goyret, L. (2021, juin). *Corrupción chavista: cuál es el destino de los miles de millones de dólares robados por la dictadura venezolana*

que son decomisados por Estados Unidos. Infobae. Url: <https://www.infobae.com> date de consultation : le 20 janvier 2026.

³ Wikipédia. (s.d.). *Hyperinflation in Venezuela*. Dans Wikipédia. Url: https://en.wikipedia.org/wiki/Hyperinflation_in_Venezuela date de consultation : le 20 janvier 2026.



surveillance dans les quartiers pauvres, ainsi que d'identifier les opposant-es, de les dénoncer, de les intimider, voire de les faire disparaître.

Une pauvreté généralisée

Ces facteurs économiques, politiques et sociaux font qu'aujourd'hui, l'immense majorité des Vénézuélien·nes survivent dans des conditions particulièrement précaires et dans une situation de grande vulnérabilité. La pauvreté touche près de 80 % de la population. Avec un salaire minimum de 130 bolivars par mois, soit l'équivalent actuel d'un demi-dollar, les Vénézuélien·nes n'ont d'autre choix que de se débrouiller. S'ils·elles mangent, ils·elles ne peuvent pas aller chez le médecin ou payer les transports. Au lieu d'augmenter le salaire de base, le gouvernement « compense » avec des bons alimentaires d'un montant maximal de 160 dollars par mois dont tout le monde ne bénéficie pas. Beaucoup vivent grâce à l'argent que leur envoient leurs proches à l'étranger. Or, tous les Vénézuélien·nes exilé·es ne disposent pas des moyens financiers suffisants pour aider leurs familles restées au pays.

La santé est devenue un véritable luxe. Les hôpitaux publics manquent de fournitures et les personnes qui ont besoin d'une intervention médicale doivent tout payer de leur poche. La crise sanitaire a entraîné une augmentation significative de la mortalité due à des maladies qui pourraient être guéries ou évitées.

La situation alimentaire au Venezuela est actuellement critique. Dans un pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole au monde, il n'est pas rare de voir des personnes chercher de la nourriture dans les poubelles. Le Programme alimentaire mondial a indiqué qu'environ 15 % de la population (soit environ 4 millions de personnes) a besoin d'une aide alimentaire urgente et qu'environ 40 % souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou grave. La population vénézuélienne vit dans un stress alimentaire permanent, causé non par une pénurie de nourriture, mais parce que les gens n'ont pas les ressources

nécessaires pour couvrir le coût du panier alimentaire de base.

Le système éducatif vénézuélien, quant à lui, traverse également une crise profonde, caractérisée par la détérioration des infrastructures et le décrochage scolaire et professionnel. Les salaires de misère ont contraint de nombreux·ses enseignant·es et professeur·es à quitter le pays. Résultat : des écoles qui ne fonctionnent que deux ou trois jours par semaine et où les cours sont dispensés par des personnes sans formation adéquate. Dernier point, la crise des services d'eau et d'électricité, caractérisée par des coupures fréquentes et un rationnement chronique de l'eau, a de graves répercussions sur la vie quotidienne des Vénézuélien·nes, les hôpitaux et le secteur économique.

Les expériences vécues au cours de nombreuses années de lutte contre l'autoritarisme, la corruption flagrante, la destruction de l'économie, l'ingérence de Cuba et d'autres pays, l'abus de pouvoir, la violation des droits humains, la censure, la répression et la violence gouvernementale exercées par le régime de Maduro amènent les Vénézuélien·nes à un ressentiment inévitable : l'impuissance de la Communauté internationale à contraindre un régime dictatorial à lâcher les rênes du pouvoir. Pour la population, la réalité a montré comment les gouvernements qui violent les droits de leurs citoyen·nes et les normes du droit international se moquent bien souvent des avertissements, des exhortations, des rapports accablants et même des sanctions imposées par les organismes internationaux et autres entités.

« Si l'opération orchestrée par Donald Trump est évidemment en violation flagrante du droit international et du principe de souveraineté des États et peut mettre en péril la sécurité internationale, quelle réponse la Communauté internationale peut et doit-elle donner à un pays aux prises avec un régime néfaste ? »

Si l'opération orchestrée par Donald Trump est évidemment en violation flagrante du droit international et du principe de souveraineté des États et peut mettre en péril la sécurité internationale, quelle réponse la Communauté internationale peut et doit-elle donner à un pays aux prises avec un régime néfaste ? Un pays et une population qui ont déjà mobilisé tous les instruments à sa portée pour y mettre fin sans succès...

Seul l'avenir nous dira si l'intervention américaine changera quelque chose aux conditions de vie du peuple vénézuélien, mais, ce 3 janvier 2026, dans les rues et les foyers de Caracas, l'heure n'était pas à la tristesse. Le peuple en exil est descendu joyeux dans la rue et, au Venezuela, il a célébré en silence ce qu'il espère être le début de la fin d'une tyrannie.



Collage Elsa Kbaier / © Milei, motosierra (2025) Wikimedia Commons

 **XAVIER DUPRET**
Économiste (Association
Joseph Jacquemotte)

Une internationale hayékienne : de Buenos Aires à Bruxelles

Un univers de pensée, autrefois plutôt marginal, à savoir les théories de Friedrich Hayek (1899–1992) a conquis une partie de l'opinion publique, y compris en Belgique francophone, au départ de Buenos Aires après l'élection de l'ultralibéral Javier Milei. Alors qu'en Argentine,

elle commence à montrer ses limites au regard de la casse sociale occasionnée, sa politique de la tronçonneuse – emblème de la réduction des dépenses publiques pleinement intégré à la pop culture contemporaine – en inspire certains en Belgique.

Ce texte visera, tout d'abord, à retracer les grandes lignes de la pensée de Hayek, auquel se réfère explicitement Milei. Il montrera ensuite que cette influence se fait sentir en Belgique. Enfin, il anticipera que l'enthousiasme pour Milei pourrait être de courte durée en s'appuyant sur un résumé de la conjoncture en Argentine.

Hayek, un philosophe radicalement capitaliste

La pensée d'Hayek¹ correspond à une déclinaison dans le champ de l'économie politique de la tradition évolutionniste construite à la suite des travaux de Darwin.

Selon Hayek, la société existe bel et bien en tant qu'ordre régi par des règles. La société capitaliste dans laquelle nous vivons est conçue comme « ordre de marché ». Cet ordre est spontané, puisqu'il résulte de la libre concurrence entre agents, et doit le rester sous peine de graves perturbations. C'est ainsi qu'Hayek voit dans l'émergence du nazisme la conséquence de la diffusion de la pensée socialiste, contrairement, d'ailleurs à tous les historiens sérieux². En outre, les règles morales abstraites à l'œuvre dans l'ordre de marché (parmi lesquelles la propriété privée, le respect des contrats ou encore l'épargne) sont le fruit de la tradition qui permet de donner un cadre structurant chez

Hayek à la nécessaire, et salutaire, compétition entre agents sociaux.

La tradition a permis au genre humain de dominer ses instincts, parmi lesquels la solidarité et la coopération des premiers groupes humains. La longue période durant laquelle les instincts ont dominé la société humaine est qualifiée par Hayek d'ordre naturel. La sortie de l'ordre naturel, via l'émergence de la tradition, a permis de faire advenir l'ordre étendu de la coopération humaine grâce à l'évolution culturelle.

Par conséquent, les cadres législatifs doivent préserver l'autonomie des agents au sein de l'ordre marchand, sans interférence gouvernementale. Sur le fond, l'évolutionnisme hayékien, quoiqu'Hayek s'en défende, ne se distingue du darwinisme social que dans la mesure où il en offre une vision plus raffinée puisque l'évolution chez Hayek se présente de prime abord comme étant d'ordre culturel. Il n'en reste pas moins qu'en fin de compte, la vision de la société qu'offre Hayek débouche sur des conséquences particulièrement radicales puisque chez lui, la liberté est valorisée dans la mesure où elle constitue une condition de l'évolution. Pour autant, il est difficile de déterminer exactement ce qui évolue et ce qui est sélectionné. Comme le note l'économiste Philippe Légé³, tantôt ce sont des règles, tantôt ce sont bel et bien « des personnes (...) en fonction de leur capacité à accroître rapidement leur nombre »⁴. En tout état de cause, chez Hayek, « la nature exacte de l'analogie (...) entre évolution biologique et évolution culturelle demeure donc assez obscure »⁵.

Hayek et le darwinisme social

On élucidera cette énigme en relevant, à la suite d'Ortiz⁶, les troublants parallélismes entre la pensée d'Herbert Spencer (1820-1903)⁷, qualifiée de darwinisme social, et l'analyse proposée par Hayek, bien que ce dernier s'en défende. En effet, alors qu'il reproche à Spencer de lire le social et l'économie selon un réductionnisme biologique, une lecture fidèle aux textes spencériens permet d'établir que Spencer distingue deux champs de l'évolution : l'un afférent au biologique et l'autre au social, mais « soumis aux mêmes dynamiques ». Hayek accuse également Spencer d'avoir centré la sélection sur les individus et non sur les groupes sociaux. Or, l'évolutionnisme spencérien intègre précisément des éléments d'ordre culturel et institutionnel. Une troisième critique formulée par Hayek consiste à reprocher à Spencer un parti pris historiciste dans la mesure où ces éléments ignoreraient la dimension d'imprévisibilité du devenir historique. Spencer n'a cependant cessé d'insister sur le caractère globalement imprédictible de l'évolution sociale, ainsi que sur la faculté de l'économie capitaliste à s'y adapter⁸. Au total, on peut estimer qu'Hayek a surestimé les divergences entre sa pensée et celle de Spencer afin de ne pas succomber à un légitime procès en darwinisme social⁹.

Ce procédé peut être rapidement éventé. C'est ainsi qu'Hayek estimait que les pauvres correspondaient à une population « additionnelle » et considérait que « toutes les existences humaines n'ont pas un droit moral à la préservation »¹⁰. Dans le même ordre d'idées, Hayek assume pleinement le fait que sa vision de la liberté pourrait déboucher sur le fait « qu'être libre peut signifier libre de mourir de faim »¹¹. Voilà donc le courant idéologique que Milei incarne et qui sert assez explicitement de modèle aux droites de chez nous.

1 Hayek, F. A. (1988). *Droit, législation et liberté*, vol. 1: Règles et ordre. PUF, Paris. Publication originale: 1973.

2 Chapoutot, J. (2025). *Les irresponsables: Qui a porté Hitler au pouvoir?* Gallimard; Kershaw, I. (2012). *La fin. Allemagne (1944-1945)*. Média Diffusion.

3 Légé, P. (2009). Le mirage du libéralisme hayékien. *Revue française de socio-économie*, 3(1), 77-95.

4 Ibid.

5 Ibid.

6 Ortiz, V. (2024). 7. La mise à distance du « darwinisme social » de Spencer par Hayek. *Cahiers d'économie politique*, 84(1), p. 244.

7 Herbert Spencer est un philosophe britannique du 19^e siècle qui a appliqué au domaine de l'histoire des sociétés la théorie de la sélection des plus aptes de Charles Darwin.

8 Ortiz, V. (2024). 7. La mise à distance du « darwinisme social » de Spencer par Hayek. *Cahiers d'économie politique*, 84(1), p. 244.

9 Ortiz, V. (2024). *Idem* p. 245.

10 Hayek, F. A. (1988, publication originale: 1973.). *Droit, législation et liberté*, vol. 1: Règles et ordre. PUF, Paris, p. 223; Cité aussi dans: Légé, P. (2007). Hayek: penseur génial ou incohérent? *L'Économie politique*, 36(4), 46-59.

11 Hayek, F. A. (1967). *Studies in philosophy, politics and economics* (p. 100). London: Routledge & Kegan Paul, p.18; Cité aussi dans: Légé, P. (2009). Le mirage du libéralisme hayékien. *Revue française de socio-économie*, 3(1), p. 80.

Debout, les gâtés de la Terre !

Dans une optique plus sociopolitique, on peut maintenant centrer le propos sur l'existence d'une internationale hayékienne dont l'épicentre se situe aujourd'hui à Buenos Aires et montrer qu'elle trouve des prolongements en Belgique. On démontrera l'existence de cette mouvance ainsi que son inscription au cœur de la décision politique en Belgique en invitant le lecteur à inscrire « École de la Liberté » dans sa barre de recherche Google. Il y verra notamment Corentin de Salle, actuellement directeur du centre Jean Gol, bureau d'étude du Mouvement Réformateur (qui a, d'ailleurs, consacré un débat à la gloire de Milei lors de la dernière Foire du Livre), expliquer en quoi le concept de « justice sociale » constitue une notion illogique¹². On notera également que cette leçon de l'École de la Liberté pointe comme une profonde injustice le fait de devoir faire supporter par autrui des choix de vie particuliers. Il s'agit là d'une perspective idéologique, d'évidence absente du débat public chez nous il y a une dizaine d'années. Elle a, depuis, fait des émules, si l'on veut bien se souvenir de la manière dont Georges-Louis Bouchez envisageait, il y a peu, la question du financement des allocations familiales.

Il n'est pas non plus interdit de produire l'un ou l'autre rapprochement avec des déclarations de l'actuel hyperprésident du MR plaidant pour un retour à la solidarité familiale. En effet, la Belgique aurait, paraît-il, « besoin d'une Margaret Thatcher »¹³ pour raboter les prestations sociales, une perspective qui s'accorde avec Hayek selon qui « les personnes ou les groupes peuvent encourir des devoirs vis-à-vis d'individus bien précis, mais en tant que ces devoirs font partie du système de règles communes qui assistent le genre humain dans sa croissance et sa multiplication »¹⁴. Ce versant darwiniste pourrait d'ailleurs se déchaîner davantage encore en Belgique à l'avenir, avec les exigences de baisse de la fiscalité du MR.

Une législature à la tronçonneuse

C'est qu'il faut bien épargner les winners du grand *struggle for life* que constitue la vie en société de la charge des losers. Ces derniers, soyons-en conscient-es, ne désignent pas exclusivement les laissés-pour-compte de la mondialisation néolibérale. En effet, une partie des classes moyennes se trouve aujourd'hui, directement ou indirectement, dans le viseur des hayékiens à la mode de chez nous. Lorsque Georges-Louis Bouchez faisait part de son refus de financer une administration responsable de la Culture¹⁵, il adopte une position comparable à celle de Milei. Celui-ci n'a de cesse de répéter sa répugnance à subsidier ce qui peut être mis en œuvre par le secteur privé. C'est ainsi que Milei disqualifie les politiques keynésiennes en écrivant noir sur blanc, toute nuance mise à part, qu'elles sont l'œuvre de « politiciens messianiques, kleptocrates et corrompus »¹⁶. De surcroît, puisque la justice sociale constitue une problématique sans fondement logique, le financement d'autres fonctions que les missions régaliennes de l'État (police, justice, diplomatie) procède d'un prise « par la force ([c'est-à-dire un] vol, nommé impôt, des fruits du travail d'autrui »¹⁷.

Une même ligne politique de désengagement des pouvoirs publics en ce qui concerne la redistribution fiscale est observable partout où la nouvelle droite hayékienne arrive au pouvoir. L'ultravalorisation de la propriété et de l'initiative privées peut, chez nous comme en Argentine, conduire à une profonde dégradation des conditions de vie. En effet, on pouvait comptabiliser 11,1 emplois publics pour 100 habitant-es en Wallonie, contre 10,4 en Flandre et 7,7 emplois à Bruxelles¹⁸. De surcroît, le privé non-marchand regroupait 14,6 % des emplois salariés dans la partie francophone du pays et plus particulièrement, 18 % en Wallonie¹⁹. Par comparaison, le secteur privé marchand occupe moins de monde dans la partie francophone du pays. Les chiffres sont clairs. Alors que le secteur privé lucratif représente près de 70 % de l'emploi total en

Wallonie, ce chiffre avoisine les 77 % en Flandre. Dans ces conditions, une attaque, même apparemment légère, sur l'emploi public et non-marchand se soldera par une dégradation plus forte des conditions de vie puisque le tissu économique local offre moins de possibilités de reclassement dans le privé. Si l'on ajoute à cet état de choses le fait que le système d'indemnisation du chômage en Belgique fait aujourd'hui partie des plus restrictifs en Europe, on obtient une image plus précise de ce qu'une politique prolongée de la tronçonneuse pourrait avoir comme conséquence en Belgique du point de vue du taux de pauvreté.

En tout état de cause, plus la droite hayékienne sera puissante chez nous, plus ce danger sera important. Avec le recul, on peut se dire, que l'Argentine miléiste constitue un miroir de ce qui nous attendrait si nous devons persister dans la voie du darwinisme social en Belgique. Bien sûr, la Belgique fait partie des pays les plus riches de la planète alors que l'Argentine est un État du

¹² École de la Liberté, Pourquoï, selon Hayek, la « justice sociale » est-elle une notion illogique ? (34), Corentin de Salle, 31 octobre 2017. Url : <https://www.youtube.com/watch?v=K1DQBoV7PXU>, date de consultation : 24 janvier 2026.

¹³ *La Libre Belgique*, 12 juillet 2025.

¹⁴ Hayek, F. A. (1967). *Studies in philosophy, politics and economics* (p. 100). London : Routledge & Kegan Paul, p. 223.

¹⁵ « Si vous voulez un pavé dans la mare, moi, je ne vois pas pourquoi on a un ministre de la Culture. Il n'y en a pas aux États-Unis, et la culture américaine domine le monde, et pas seulement les *blockbusters*, ceux-ci financent le cinéma d'auteur. ». Extrait d'une interview parue dans *Le Soir*, 4 janvier 2025.

¹⁶ Milei, J. (2024). *Capitalismo, socialismo y la trampa neoclásica*. Planeta, p.125.

¹⁷ Milei, J. (2022). *El camino del libertario*, Planeta, p. 165.

¹⁸ Hindriks, J., & Lamfalussy, A. (2024, 8 octobre). *Le fédéralisme belge en chiffres -2. Les emplois publics*. Core UCL. <https://www.uclouvain.be/en/research-institutes/lidam/core/news/le-federalisme-belge-en-chiffres-les-emplois-publics>

¹⁹ Observatoire de l'économie sociale. (2023, décembre). *L'état des lieux de l'économie sociale (2022) (Les cahiers de l'Observatoire n° 17)*.



Déserts de sel des Salinas Grandes, au cœur du triangle du lithium en Argentine. © Luisfff2812 / Creative Commons

Sud global. On ne peut évidemment plaquer terme à terme les réalités de la société argentine sur la nôtre. En revanche, il est possible de repérer des similitudes du point de vue des dynamiques mises en œuvre tant et si bien qu'au bout d'une législature à la tronçonneuse, la Belgique s'éloignera des standards de développement social des modèles avancés de capitalisme (par exemple, de type scandinave). Cela dit, il se pourrait que les admirateur·rices du président argentin déchantent à moyen terme.

Des soucis en perspective pour l'internationale hayékienne ?

Pour nous en convaincre, examinons de plus près le miléisme en action. Alors que les *think tanks* de droite du monde entier célèbrent, pour l'heure, les « succès » économiques du président argentin, il est permis de douter des effets de long terme de ses choix.

²⁰ Bloomberg Línea, 19 décembre 2025.
Uri: <https://www.bloomberglinea.com/latinoamerica/argentina/milei-lleva-el-gasto-publico-a-nivel-mas-bajo-desde-2008-pero-apunta-a-provincias-y-municipios/>.
Date de consultation : 22 janvier 2026.

²¹ El Economista, El milagro del empleo privado en la Argentina de Milei hunde la tasa de paro y compensa los despidos masivos de funcionarios en el sector público, 6 janvier 2026.

En effet, si la politique de la tronçonneuse dans les dépenses publiques a permis, dans un premier temps, de faire baisser l'inflation, on ne qualifiera pas pour autant l'opération de prodige. On ne connaît aucun pays dans lequel l'inflation ne baisserait

« En tout état de cause, plus la droite hayékienne sera puissante chez nous, plus ce danger sera important. Avec le recul, on peut se dire, que l'Argentine miléiste constitue un miroir de ce qui nous attendrait si nous devions persister dans la voie du darwinisme social en Belgique. »

pas après la saignée imposée à l'économie argentine. Depuis l'élection de Milei fin 2023, la baisse des dépenses publiques équivaut à près de 7 points de PIB. Il entrerait, d'ailleurs, dans les projets du gouvernement d'encore procéder à ces coupes pour 6 points de PIB d'ici la fin du mandat de Milei²⁰.

Évidemment, la diminution de l'inflation a permis de soulager les ménages argentins. Alors que Milei prêterait serment au début de l'année 2024, l'inflation telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) dépassait les 200 %. Les revenus ne parvenaient plus à suivre l'évolution du niveau général des prix. À la fin de l'année dernière, suite au puissant mouvement de réduction de la consommation entamé sous la houlette du président libertarien, l'IPC montrait une progression annuelle fortement réduite à hauteur de 30 %.

Forcément, dans ces conditions, la perte de pouvoir d'achat des revenus a été enrayée. La diminution de l'inflation s'est, de surcroît, traduite par un regain de prévisibilité dans le secteur privé, lequel a recommencé à créer des postes de travail. Alors qu'au cours des 24 mois qui se sont écoulés, l'administration Milei a licencié plus de 60 000 fonctionnaires, certaines sources plutôt de droite pointent la possibilité de voir une dynamique de création d'emplois supérieure dans le secteur privé²¹. On peut raisonnablement douter que ces emplois offrent les mêmes caractéristiques de stabilité et de rémunération

que l'emploi public, vu l'importance de l'emploi informel au pays du tango qui concerne 42,6 % de la population active à la fin de l'année 2024 selon l'agence nationale des statistiques (INDEC) en Argentine.

Depuis, les choses semblent empirer, ce d'autant que l'administration Milei semble bien décidée à casser le code du travail alors qu'il n'existe aucune corrélation entre la protection du travail et le déficit public. L'informalité toucherait donc aujourd'hui plus de 43 % de la population active argentine.

Cette lame de fond correspondant à une forte précarisation de l'emploi finira bien par stopper la diminution du taux de pauvreté résultant de la baisse de l'inflation. Si dans les foyers populaires, la chute de l'inflation a pu initialement améliorer les conditions de vie, on peut, malgré tout, s'interroger

sur l'ampleur réelle de la chute revendiquée par le gouvernement Milei. En effet, il semblerait que des réserves méthodologiques doivent être formulées quant aux méthodes d'évaluation de la pauvreté en Argentine depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, en cause un manque de représentativité du panier de la ménagère ainsi qu'une surestimation des revenus provenant du marché informel²².

Une désinflation qui patine

Force est cependant de constater que depuis quelques mois, la dynamique de désinflation commence à patiner en Argentine. En effet, en octobre 2025, l'inflation annuelle était de 31,3 %. Depuis, elle a connu une légère remontée en novembre (31,4 %) et décembre (31,6 %). La baisse de l'inflation semble donc marquer le pas²³. Il s'agit d'un point noir à surveiller. Il existe, en effet, un consensus parmi les économistes consistant à définir une inflation supérieure à 10 % comme étant toxique. On peut mettre en relation cette difficulté à faire reculer l'inflation avec le taux de change du peso. L'informalité de l'économie argentine implique qu'une masse importante de capitaux à blanchir se place sur un marché des changes parallèle sur lequel est coté le dollar du marché noir (appelé dólar blue dans l'argot des rues de Buenos Aires). Les Argentins détiendraient, selon les spécialistes, pour l'équivalent de 200 à 400 milliards de dollars en dehors du système bancaire, soit entre 33 et 66 % du PIB²⁴.

Chaque fois que l'économie argentine présente des signes de faiblesse, le dollar parallèle se caractérise par de fortes poussées. Les Argentins accumulent des devises quand leur pays va mal. C'est un réflexe de survie qui se comprend aisément. L'économie argentine a connu tant de problèmes avec sa dette dans le passé (huit en deux siècles depuis l'indépendance du pays en 1816) que les ménages ont fini par perdre confiance dans les autorités du pays. Au cours des 50 dernières années, l'Argentine a connu quatre défauts de paiement,

trois d'entre eux (2001, 2014 et 2020) ont eu lieu ces 25 dernières années. Selon Reinhart et Rogoff, l'Argentine a passé 36 ans en défaut de paiement ou en restructuration de sa dette depuis la Seconde Guerre mondiale, soit près de 40 % de la période considérée²⁵.

En tout état de cause, depuis que le gouvernement Milei a décidé, en avril de cette année, de libéraliser l'accès aux devises étrangères, le cours du blue a progressé de près de 16 % en quatre mois, passant de 1285 à 1485 pesos. Les Argentins se font sans doute moins d'illusions à propos de la gestion Milei que la droite de chez nous. Effectivement, le pays ne dispose pas de réserves lui permettant de financer ses importations, sauf à les emprunter, ce qui est le cas de nos jours. Les deux derniers épisodes de ce type ont impliqué les États-Unis.

Ces derniers portent à bout de bras le marché des changes argentin puisqu'en octobre de l'année dernière, Washington avait prêté 20 milliards de dollars à Buenos Aires. À ce stade de l'exposé, on commencera par repérer l'importance politique de cet accès au billet vert. Alors que la droite paraissait partir perdante aux dernières élections législatives en octobre dernier, la mise à disposition de ces milliards a permis à Milei de revêtir les atours aguichants du grand fournisseur en dollars de l'économie argentine. Sa victoire électorale était alors assurée. Pour préciser l'intérêt des États-Unis à conclure un tel *deal*, on mentionnera que l'Argentine miléiste compte développer son secteur extractif, notamment le lithium, minéral pour lequel la patrie de Cortázar dispose d'importantes réserves occupant la troisième place mondiale avec 4 millions de tonnes identifiées (USGS, 2024). L'électrification du parc automobile américain, à l'heure où les relations se tendent entre Washington et Pékin, a besoin des ressources de l'Argentine. Depuis, les 20 milliards ont été remboursés à partir d'autres emprunts. Selon un schéma bien connu, l'Argentine a recours à l'endettement extérieur pour

« Si dans les foyers populaires, la chute de l'inflation a pu initialement améliorer les conditions de vie on peut, malgré tout, s'interroger sur l'ampleur réelle de la chute revendiquée par le gouvernement Milei. »

faire face à sa balance des paiements et au financement de sa consommation. Cette politique constitue un pari sur les recettes d'exportation. Or, l'Argentine exporte principalement des produits agricoles. Le pays se situant aux antipodes, les récoltes ont lieu lorsque c'est l'hiver et donc les revenus d'exportation sont enregistrés sur les comptes de la BCRA (Banco Central de la República Argentina) entre janvier et mars. Parmi les articles d'exportation de l'Argentine, on retrouvait, en 2023, aux trois premières places la filière soja pour plus de 14 milliards de dollars (sur un volume d'exportations total de 68,3 milliards de dollars), puis les céréales (10 milliards) et les hydrocarbures (6 milliards). Suivent ce trio de tête les exportations de viande et de la pêche, pour un total de 5 milliards de dollars²⁶.

²² Buenos Aires Económico. (2025, septembre). *Incidencia de la pobreza y la indigencia en 31 aglomerados urbanos*. INDEC. <https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-46>

dolars-bajo-el-colchon-el-gobierno-estima-una-cifra-equivalente-a-la-deuda-externa-argentina/, date de consultation : 24 janvier 2026.

²³ Expansión, datos macro, IPC Argentina, décembre 2025.

²⁴ Buenos Aires Económico, 23 mai 2025, Url : <https://www.infobae.com/economia/2025/05/23/>

²⁵ Reinhart, C. & Rogoff, K (2011), *This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press.

²⁶ The Observatory of Economic Complexity (OEC), 2023.

De l'autre côté de la balance, le volume des importations de l'Argentine, cette même année, s'élevait à 73,8 milliards de dollars et concernait principalement des produits manufacturés à haute valeur ajoutée tels que les engrais, les automobiles et les produits pharmaceutiques²⁷. La tendance à l'endettement de l'économie argentine provient structurellement du fait que les productions industrielles se vendent à des prix supérieurs aux matières premières. Il en ressort une dynamique à la dégradation des termes de l'échange. Pour faire face à cette détérioration, il faut dévaluer drastiquement le taux de change réel de la monnaie nationale en période de vaches maigres ou enregistrer un défaut de paiement sur la dette extérieure en attendant le retour des beaux jours. Comme l'Argentine est un pays à fort taux de syndicalisation avec un mouvement ouvrier combatif, c'est la deuxième option qui est habituellement choisie.

La fausse promesse du lithium

Le dernier défaut de paiement est intervenu alors que les péronistes étaient au pouvoir en 2020. Depuis l'élection de Milei, l'austérité à la tronçonneuse a surtout pour but de restaurer l'accès du pays aux marchés des capitaux. Pour l'heure, force est de constater que les recettes attendues des récoltes ne sont pas à la hauteur des attentes du gouvernement Milei avec à peine 6,6 milliards de dollars à l'horizon mars 2026 alors qu'il en faudrait 9 pour faire face aux nécessités de financement du pays, qu'il s'agisse des importations

et des remboursements de la dette extérieure²⁸. Certes, tant que Trump sera là pour forcer la banque centrale des États-Unis à aider le pays en attente d'investissements dans le secteur du lithium, l'Argentine pourra continuer à creuser un trou pour en reboucher un autre et rouler sa bosse. Cependant, les grands espoirs placés dans le lithium risquent de s'avérer décevants. En effet, Trump en a encore pour deux ans au pouvoir et son gouvernement fait face à une impopularité croissante. Pendant ce temps, le Congrès américain s'interroge, d'ailleurs, sur le bien-fondé de tels engagements auprès de l'Argentine²⁹. D'ici deux ans, on peut déjà anticiper que le lithium argentin, sur lequel tant de projets de redéploiement sont fondés, ne tiendra pas ses promesses. L'explication tient au fait que les réserves de lithium sont principalement concentrées dans le nord-ouest du pays, une zone sous-développée et pauvre en infrastructures. Il en résulte un véritable

goulet d'étranglement et la politique de la tronçonneuse n'aide évidemment pas à résoudre cet épineux problème.

Les marchés financiers sont parfaitement au courant de la chose. Voilà pourquoi l'indice de risque d'insolvabilité de l'Argentine reste particulièrement élevé. Sur l'échelle de l'OCDE qui compte sept paliers, l'Argentine se situe au niveau maximal (OCDE, juin 2025). Les Argentins s'empressent alors de chercher des dollars au marché noir. Quand ils viendront à manquer, Milei devra affronter la colère de la rue.

Le calme actuel de la vie politique argentine n'est donc qu'apparent. Les syndicats et le mouvement social attendent le moment où l'accès aux précieux dollars se tarira. L'explosion sociale suivra. À ce propos, les élections de mi-mandat aux États-Unis pourraient inaugurer le début de la fin pour Milei. Les disciples d'Hayek ont bien du souci à se faire.

« Milei, rock star ». C'est ainsi que l'on peut trouver sur des sites de vente des T-shirts imprimés de slogans du miltarisme. Il n'est pas fréquent qu'un pays du Sud arrive à projeter dans l'imaginaire collectif une figure publique alors que la construction de ces dernières repose habituellement sur l'activité des médias hégémoniques du Nord.



²⁷ Ibid.

²⁸ Buenos Aires Económico, 7 janvier 2026. Url: <https://www.infobae.com/economia/2026/01/07/record-de-cosecha-pero-menos-dolares-el-agro-transportara-usd-6600-millones-en-el-primer-trimestre/>. date de consultation: 25 janvier 2026.

²⁹ Página/12, 5 janvier 2026. Url: <https://www.pagina12.com.ar/2026/01/04/dudas-sobre-la-solvencia-de-pago/>. date de consultation: 20 janvier 2026.

Kast ou la revanche conservatrice chilienne

Le 14 décembre dernier, les Chiliens ont élu José Antonio Kast à la présidence de la République. Plus de cinquante ans après le coup d'État militaire de 1973 et vingt-six ans après le retour à la démocratie, un dirigeant d'extrême droite, ouvertement nostalgique de la dictature, accède au sommet de l'État. Avec 58 % des suffrages, cette victoire ne relève pas d'un accident électoral. Elle marque un tournant majeur de la vie politique chilienne, dont les prémices se sont fait sentir dès l'échec du processus constituant entamé au lendemain du soulèvement social de 2019¹.

La séquence qui conduit à la victoire de Kast débute en octobre 2019, avec l'*estallido social*, vaste mouvement de contestation du modèle néolibéral chilien né dans la foulée de grandes mobilisations féministes. Ce soulèvement, d'une ampleur inédite depuis la transition démocratique, a suscité un immense espoir et, dans un premier temps, dépassé les clivages partisans. Un consensus politique inédit, réunissant gauche et droite, a émergé autour de la nécessité de refonder le pacte social à travers l'élaboration d'une nouvelle Constitution².

Mais cette explosion sociale ne s'est pas produite sans heurts. Les mois de mobilisation ont été marqués par des violences, des actes de vandalisme, la paralysie partielle du système scolaire et la dégradation du centre de Santiago. La pandémie de COVID-19, puis l'enlèvement du processus constituant, ont progressivement épuisé la population. Comme le souligne la politiste Claudia Heiss, de l'Université du Chili, «l'*estallido* a constitué un traumatisme collectif, y compris pour ses partisans»³. Dans ce contexte, les aspirations refondatrices ont cédé la place à une demande de normalité, et les questions d'ordre, de sécurité et de coût de la vie ont regagné le centre du débat public.

L'échec constituant et la crise de la gauche

Le rejet massif des projets constitutionnels en 2022⁴, puis en 2023 a cristallisé la défiance envers les partis et mouvements de gauche. Ces échecs successifs ont nourri un sentiment de frustration et de méfiance à l'égard des élites politiques, accusées d'avoir confisqué un processus censé répondre aux attentes populaires. La gauche, arrivée au pouvoir avec Gabriel Boric en incarnant les promesses du soulèvement de 2019, s'est retrouvée piégée par une réalité sociale beaucoup plus prosaïque.

Dans ce contexte, la candidature de gauche de Jeannette Jara s'est heurtée à un obstacle majeur : elle incarnait la continuité d'un gouvernement impopulaire, dans un pays majoritairement désireux d'alternance. Son handicap n'était pas tant idéologique que politique.

Kast, héritier plutôt qu'outsider

José Antonio Kast s'est imposé en captant ce nouveau malaise chilien. Contrairement à d'autres figures de l'extrême droite contemporaine, il ne se présente pas comme un *outsider* antisystème. Son parcours s'inscrit dans la tradition conservatrice chilienne issue du *gremialismo*, courant corporatiste

et catholique dont les principes ont été inscrits dans la Constitution de 1980, toujours en vigueur⁵.

Ancien membre de l'Union démocrate indépendante (UDI), parti fondé par Jaime Guzmán—idéologue central du régime de Pinochet—, Kast a quitté cette formation en dénonçant les concessions faites par la droite modérée sous Sebastián Piñera, premier président de droite élu démocratiquement depuis la dictature. Il a fondé le Parti républicain avec l'objectif explicite de restaurer une droite assumée, autoritaire sur le plan politique, conservatrice sur le plan culturel, sécuritaire sur le plan migratoire et libérale sur le plan économique.

¹ Nous reformulons dans cet article les principales idées de l'analyse de Cristóbal Bellolio Badiola : Badiola, C. B. (2025). Chile: tres derechas y un sillón. *Nueva sociedad*, (320), 83-93.

² Reman, F. (2020, mars). Chili : le crépuscule d'une transition démocratique inachevée. *Démocratie*.

³ Entretien avec Claudia Heiss : Montoya, A. (2025, 21 décembre). Élection au Chili : «le traumatisme du mouvement

de contestation de 2020 a contribué au virage conservateur du pays». *Le Monde*.

⁴ Reman, F. (2022, octobre). Nouvelle Constitution : rendez-vous manqué pour le Chili. *Démocratie*.

⁵ Sur le gremialisme, voir : Contreras Osorio, R. (2007). *La dictature de Pinochet en perspective : Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*. L'Harmattan.

Si Kast participe aux réseaux internationaux de la droite radicale, notamment la Conférence politique d'action conservatrice (CPAC) aux côtés de figures comme Donald Trump, Giorgia Meloni, Viktor Orbán ou Javier Milei, cette dimension internationale reste secondaire dans son succès. C'est sa promesse de restaurer un ordre conservateur antérieur aux compromis de la période post-transition qui a avant tout séduit. La victoire de Kast s'explique aussi par l'affaiblissement de la droite traditionnelle. Sebastián Piñera a normalisé l'alternance politique lors de son premier mandat. Son second mandat, en revanche, a été dominé par la crise sociale, mais Piñera a surtout cherché à préserver la démocratie en acceptant le processus constituant. Sa gestion efficace de la vaccination contre le COVID-19 et sa mort accidentelle en 2024 ont contribué à revaloriser son image à postériori.

Un nouveau clivage politique ?

Selon certains analystes, les derniers résultats électoraux suggèrent l'émergence d'un nouveau clivage dans la politique chilienne. Le plébiscite de 1988 avait instauré un clivage central opposant démocratie et autoritarisme. Pendant près de trente ans, ce schéma a structuré la vie politique : les partisans du « Non » à Pinochet soutenaient majoritairement la gauche, tandis que ceux du « Oui » restaient fidèles à la droite. La victoire du « Non » a ainsi assuré aux partis de centre-gauche une hégémonie électorale durable, seulement interrompue à deux reprises par Sebastián Piñera – pourtant lui-même issu du camp du « Non ».

Cette configuration a commencé à se fissurer lors de la première année du gouvernement Boric, avec le référendum sur un projet de Constitution présenté comme « le plus progressiste au monde ». Le retour du vote obligatoire a mobilisé presque tout l'électorat, comme en 1988, mais cette fois-ci pour infliger

une défaite nette à la gauche. Le même résultat s'est reproduit lors de l'élection du second processus constituant, don-

nant l'impression qu'un nouveau clivage s'était imposé : l'axe « Apruebo/Rechazo » (approbation ou rejet de la Constitution) de 2022 semblait remplacer celui de démocratie contre autoritarisme. Contrairement à 1988, celui-ci paraissait initialement favorable à la droite, révélant – selon certains – un Chili politiquement autoritaire, économiquement libéral et culturellement traditionaliste.

Toutefois, le rejet ultérieur du projet constitutionnel porté par le parti de Kast a nuancé ce diagnostic. De nombreux observateurs y ont vu moins l'expression d'un conservatisme majoritaire que celle d'un vote anti-establishment, marqué par une tendance à sanctionner les détenteurs du pouvoir et à privilégier l'option qui canalise le mieux le mécontentement.

Les résultats de l'élection présidentielle de 2025 relancent néanmoins la question : assistons-nous à la consolidation d'un clivage durable, favorable à une droite devenue majorité sociale et politique ? Il est encore trop tôt pour trancher, mais plusieurs facteurs éclairent le virage à droite. Le premier est global : un mouvement de réaction conservatrice traverse de nombreuses démocraties, souvent interprété comme un *backlash* (souvent traduit par « retour de bâton ») face à l'expansion perçue comme excessive de l'agenda progressiste⁶. Le second est contextuel : l'*estallido social* et l'échec constitutionnel ont transformé l'espoir en frustration, recentrant les priorités sur le coût de la vie et l'insécurité. Enfin, un troisième facteur tient à l'instabilité politique structurelle en Amérique latine, où l'alternance prévaut sur l'adhésion idéologique durable. Dans cette lecture, Kast apparaîtrait moins comme le fondateur d'un nouvel ordre conservateur que comme le bénéficiaire provisoire d'une conjoncture politique appelée, tôt ou tard, à se retourner.

« Le rejet massif des projets constitutionnels en 2022, puis en 2023 a cristallisé la défiance envers les partis et mouvements de gauche. Ces échecs successifs ont nourri un sentiment de frustration et de méfiance à l'égard des élites politiques, accusées d'avoir confisqué un processus censé répondre aux attentes populaires. »

Une victoire durable ?

Pour le moment, Kast entend gouverner en unifiant les droites au sein d'une coalition formelle, en répartissant postes et responsabilités selon le poids parlementaire de chacun. Il se présente comme un leader rassembleur des droites, malgré une campagne électorale distante de sa famille politique d'origine et une communication numérique aux relents populistes.

Mais son projet de « gouvernement d'urgence », centré sur l'économie et l'ordre public, pourrait servir de prélude à un durcissement autoritaire et à une érosion progressive des libertés démocratiques. Reste à savoir si sa victoire marque l'installation durable d'un nouveau consensus conservateur au Chili ou si elle relève avant tout d'un moment politique, né de la fatigue sociale et de la désillusion post-constituante.

⁶ Sur le concept de *Backlash* voir : Paternotte, D. (2021). *Backlash : une mise en récit fallacieuse*. *La Revue Nouvelle*, (6), 54-61.

SEBASTIAN
SANTANDERProfesseur de science politique et de relations internationales à l'Université de Liège et auteur
de l'ouvrage *Dynamiques des relations internationales* (Presses universitaires de Liège 2026)

« L'administration Trump nage à contresens du multilatéralisme »



Le 3 janvier 2026, le monde apprenait l'enlèvement de Nicolás Maduro par les États-Unis, précédé de bombardement sur plusieurs sites du nord du Venezuela. Sebastian Santander (ULiège) replace

cette extradition dans l'histoire des interventions unilatérales américaines et analyse comment l'administration Trump reconfigure l'ordre international.

Comment peut-on qualifier cette intervention américaine au Venezuela ?

Cette intervention – la capture de Maduro et son exfiltration vers les États-Unis – est illicite au regard du droit international. Celui-ci ne reconnaît l'usage de la force que si le Conseil de sécurité des Nations unies le recommande, ou si un État se voit attaqué et voit sa souveraineté ainsi que son intégrité territoriale violées par un État tiers. Alors, à ce moment-là, c'est la légitime défense qui intervient. Il est vrai que le régime de Maduro est un régime autoritaire, marqué par des fraudes, des prisonniers politiques et une crise migratoire majeure engendrée par un système économique étouffé. Toutefois, en droit international, la question de la nature du régime politique interne n'entre pas en considération.

Comment analyser le gouvernement mis en place au Venezuela ?

Les États-Unis veulent créer des liens avec des régimes idéologiquement alignés. S'ils ne le sont pas, ils les y contraignent. C'est ce que Trump fait en apportant son soutien à Delcy Rodríguez, présidente par intérim. Il vise à travailler avec le régime en place afin d'en retirer des bénéfices. Delcy Rodríguez bénéficie du soutien des forces de police, entretient des relations diplomatiques avec le monde extérieur et certains acteurs du secteur privé. Soutenir María Corina Machado aurait signifié un vrai changement de régime, ce que l'administration Trump semble ne pas souhaiter. Cela aurait engendré dès le départ une très faible légitimité pour quelqu'un comme Machado, car elle aurait été perçue comme placée à la tête de l'État vénézuélien par une puissance extérieure. De plus, sa figure est plus polarisante, ce qui n'aurait pas servi les intérêts américains.

Quelles sont les relations de Delcy Rodríguez – et du Venezuela – avec la Chine ?

Pour comprendre les relations entre le Venezuela et la Chine, il faut d'abord remonter en arrière. Quand Trump est arrivé

au pouvoir la première fois en 2017, il a imposé un grand nombre de sanctions à l'encontre du régime maduriste. En étouffant l'économie et plus particulièrement le pétrole, l'idée est d'essayer de faire tomber ce régime considéré beaucoup trop proche des intérêts chinois, russes et iraniens. Il faut savoir que plus ou moins 90 % de l'économie vénézuélienne dépendait du pétrole alors que le Venezuela en produisait très peu en réalité.

En 2019, lors des présidentielles, l'administration Trump a appuyé Juan Guaidó et le Venezuela s'est retrouvé avec deux présidents : l'un reconnu par une partie de la communauté internationale, l'autre par une autre partie de la communauté internationale et la Chine. Cette dernière est une puissance montante depuis à peu près quinze, vingt ans en Amérique latine. Elle a commencé à prêter de l'argent au Venezuela et donc au régime de Maduro. Le Venezuela a accumulé à peu près entre 50 et 60 milliards de dollars de dettes auprès de la Chine. Pour rembourser, le régime a dû exporter son pétrole brut à bas prix vers la Chine, engendrant une dépendance très forte.

Ce qui ne plait pas aux États-Unis...

L'administration Trump considère aujourd'hui le continent latino-américain comme sa chasse gardée. Elle est dans un bras de fer avec la Chine. L'un des messages qu'envoient donc les États-Unis à la Chine par cette intervention est : « Vous ne devez pas jouer dans notre arrière-cour. L'Amérique latine, c'est notre terrain de jeu, c'est notre zone d'influence. »

Si l'on a aujourd'hui une des administrations les plus anti-chinoises que les États-Unis aient connues, il ne faut pas oublier qu'il y a vraiment un consensus à l'échelle politique américaine en ce qui concerne la Chine. Elle est perçue, que ce soit par les démocrates ou les républicains, comme une vraie menace pour la puissance américaine.



Pouvez-vous développer la montée en puissance de la Chine en Amérique latine ?

Depuis quinze, vingt ans, la Chine investit dans les infrastructures d'un certain nombre de pays latino-américains. Elle a par exemple financé à coup de quelques milliards d'euros la mise en place d'un énorme port à Chancay, au Pérou. Vous avez aussi des pays qui ont ouvert leurs mines à l'exploitation chinoise. Les Chinois sont aussi massivement présents dans les relations commerciales, achetant non seulement les matières premières mais aussi les produits agricoles des pays d'Amérique latine en échange de biens manufacturés à valeur ajoutée comme de l'électroménager, des véhicules électriques ou de l'électronique. On peut donc observer que se met en place une sorte de relation économique et commerciale « Nord-Sud » entre la Chine et l'Amérique latine.

Élément supplémentaire : les Chinois prêtent aussi de l'argent aux pays fortement endettés. C'est le cas de l'Argentine. Javier Milei est pro-américain, pro-Trump mais il a conclu des accords de swap de devises (la Chine prête des Yuans – sa monnaie – à l'Argentine. L'Argentine peut utiliser ces Yuans pour payer ses importations venant de Chine ou rembourser ses dettes sans avoir besoin de dollars, NDLR), ce qui déplaît fortement aux États-Unis. Si l'Argentine mettait un terme à ce swap, l'économie du pays pourrait s'effondrer.

L'attaque contre le Venezuela est-elle une résurrection de la doctrine Monroe ?

Oui, mais pas seulement. L'attaque contre le Venezuela marque une résurrection de la doctrine Monroe, mais aussi du concept de la « destinée manifeste » et du corollaire Roosevelt. La doctrine Monroe date du 19^e siècle. Il s'agissait d'une doctrine défensive qui envoyait le message aux Européens de cesser leurs incursions sur certains territoires du continent latino-américain mais aussi des Caraïbes. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, à mesure que la puissance américaine grandit, un autre concept a émergé : la destinée manifeste – « Manifest Destiny » en anglais – qui consiste à dire que les États-Unis auraient la mission divine de s'ériger en arbitre pour faciliter la stabilité dans le monde. S'y est ensuite greffé le corollaire Roosevelt, prolongement offensif de la doctrine Monroe, au début du 20^e siècle, marqué par une politique de la canonnière. C'est en s'appuyant sur ces doctrines que les États-Unis vont commencer à justifier leurs interventions, notamment sur le continent latino-américain. Nous retrouvons ces éléments dans le cas vénézuélien : chasser les puissances étrangères ; utiliser la force pour mettre un régime récalcitrant au pas et s'imposer comme seul intermédiaire pétrolier entre ce pays et le reste du monde.

Sans réel soutien des industries pétrolières, les États-Unis sont-ils à même d'exploiter le pétrole vénézuélien comme ils le prétendent ?

En effet, le PDG d'ExxonMobil, Darren Woods ainsi que d'autres dirigeants d'entreprises pétrolières américaines se sont montrés réticents en raison de la situation instable du pays, de la vétusté des infrastructures. Exxon craint l'expropriation de ses actifs comme sous Hugo Chávez en 2007.

Trump ne peut pas les contraindre. Il feint en prétendant qu'il donnera cela à d'autres acteurs internationaux. Cela nous révèle qu'il y a une part d'improvisation dans la politique de Trump.

En termes de dynamique internationale, à quoi assiste-t-on ? À la fin d'un monde, au retour d'un ancien monde ?

Je ne pense pas qu'on soit à la fin d'un monde. On a trop tendance à vouloir voir des ruptures partout. Il y en a eu dans l'histoire, bien sûr. L'année 1989 par exemple marque la fin du système bipolaire. J'observe avec cette administration Trump des éléments de rupture mais aussi de continuité. L'administration Trump est en réalité dans une logique unilatérale et une diplomatie de type transactionnelle, de calcul immédiat. On le voit avec le Groenland. Elle nage à contresens du multilatéralisme. Autre élément de rupture : la manière dont l'administration Trump appréhende certaines alliances qu'on pensait pérennes. C'est le cas de l'OTAN par exemple et des partenaires européens des États-Unis. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les Européens se sentent désemparés. Ils ont toujours cru que cette alliance était pour ainsi dire « acquise ». Ils découvrent que non. La disruption se marque aussi dans le fait que les différentes administrations américaines, par le passé, avaient tendance à souvent utiliser un narratif de légitimation du recours à la force, invoquant le respect des droits de l'homme ou de la démocratie. On l'a vu notamment avec Georges W. Bush qui justifiait son intervention en Irak au nom de la liberté (son « Freedom Agenda »). Ce sont des postures civilisationnelles qui nous renvoient d'ailleurs à la destinée manifeste. Trump aujourd'hui ne s'embarrasse plus du tout de ce genre de discours autour des droits de l'homme et de la démocratie. Il a enlevé le filtre en quelque sorte.

Le fait que les États-Unis veulent maintenir leur puissance et leur supériorité militaire dans le monde témoigne en revanche d'une continuité. Il y a un refus de plus en plus manifeste que les États-Unis entrent dans un déclin stratégique, notamment face à de grandes puissances comme la Chine, la Russie ou d'autres. Parmi les éléments de continuité, on peut aussi citer la question de la sécurité d'Israël, l'enjeu de la rivalité avec la Chine.

On a longtemps présenté Trump comme un partisan du protectionnisme. Ce n'est pas parce que ses administrations ont adopté des politiques protectionnistes que les États-Unis étaient isolationnistes, comme beaucoup de journalistes ont pu le dire à une époque. Ces politiques qui devraient être qualifiées de mercantilistes plutôt que de protectionnistes avaient pour objectif d'obtenir des concessions de la part des autres États et donc faire en sorte que les entreprises américaines puissent mieux placer leurs produits à l'échelle internationale.

Un élément en revanche se manifeste beaucoup plus avec Trump que dans d'autres administrations précédentes : sa volonté de créer des zones d'influence exclusives. Cela nous renvoie au 19^e siècle, avec l'idée que des puissances auraient chacune leur zone d'influence géopolitique.

En repoussant les puissances extra-continentales qui agissent sur le continent latino-américain, il envoie aussi un message aux autres grandes puissances, les incitant à s'engager dans des pratiques unilatéralistes afin d'étendre leur zone d'influence au mépris du droit international.



Que devrait faire l'Europe face à ce mépris assumé du droit international ?

L'Europe est tiraillée entre ceux qui souhaitent la renforcer et ceux qui sont plutôt portés vers l'alliance transatlantique. Des figures comme Ursula von der Leyen, ou Kaja Kallas ont fait profil bas par rapport aux actions menées par les États-Unis. Sur le Venezuela, Kaja Kallas a appelé « à la retenue » mais n'a à aucun moment condamné la violation du droit international. On a aussi vu Ursula von der Leyen accepter un accord sur les tarifs douaniers, en juillet 2025, que certains ont jugé favorable aux intérêts américains et relativement désavantageux pour l'Europe. Ces réactions timorées s'expliquent probablement surtout par la dépendance des Européens aux États-Unis.

Et sur le Groenland ?

L'Europe se trouve dans une position extrêmement délicate. En théorie, elle dispose d'outils juridiques, mais leur activation réelle face aux États-Unis est très incertaine. Il ne faut pas oublier que les États-Unis, contrairement à ce que Trump dit aujourd'hui, ont été les parrains de la construction européenne. Ils sont aussi le garant de la sécurité européenne puisqu'ils sont non seulement partenaire principal au sein de l'OTAN mais aussi le premier pourvoyeur d'armes du continent.

Si une intervention militaire américaine devait avoir lieu sur ce territoire danois, quelles seraient les obligations des autres pays européens ?

Même si le Groenland ne fait pas partie de l'Union européenne, c'est un territoire danois. Si le Danemark invoquait l'article 42 alinéa 7 du traité de Lisbonne, cela obligerait les autres membres à une solidarité militaire, l'équivalent de l'article 5 de l'OTAN. Cependant, imaginer une réponse militaire européenne contre leur principal allié de l'OTAN reste une hypothèse très théorique, malgré l'existence de cette disposition juridique.

L'Europe dispose-t-elle d'autres armes, économiques par exemple, pour répondre aux pressions de Trump sur le Groenland ?

L'Europe peut décider d'activer ce qu'on appelle l'instrument anti-coercition. C'est un outil qui permet à l'Union européenne de riposter de manière concrète, par exemple en imposant des

droits de douane ou des restrictions d'investissement. C'est d'ailleurs l'option qui semble la plus plausible aujourd'hui et celle dont les dirigeants discutent activement. On voit que même les partenaires les plus « pro-Trump », comme Giorgia Meloni en Italie, ont dénoncé la volonté de Trump d'adopter des sanctions contre l'Europe sur la question du Groenland. Elle a clairement pris position pour l'Union européenne en affirmant que c'était une erreur. C'est le signe d'une volonté d'adopter une position commune collective pour envoyer un message clair aux États-Unis que ce type d'attitude est inacceptable. Il s'agit d'un premier pas. Je reste cependant prudent. Bien que des outils juridiques existent et que l'Europe pourrait les mobiliser, l'Union a toujours été historiquement très frileuse par rapport à l'idée d'adopter une position unifiée afin de faire front à l'égard des menaces émises de la part de l'administration Trump.

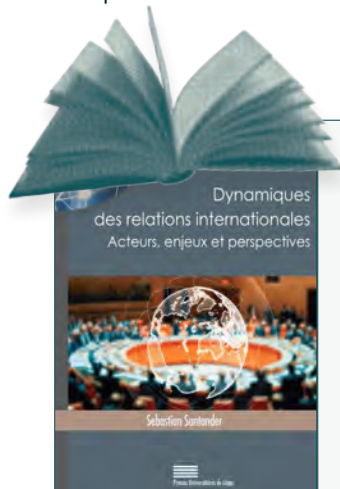
J'aimerais conclure cet entretien en abordant les possibilités éventuelles d'un front unifié des États d'Amérique latine, voire même la renaissance du « non-alignement actif »¹. Rêve ou réalité ?

Je pense que cela relève en effet davantage du fantasme que de la réalité. On a vu une Amérique latine très fragmentée sur l'épisode vénézuélien. Certains ont condamné l'agression comme le gouvernement Petro en Colombie, Lula au Brésil ou encore Sheinbaum au Mexique.

Ils n'ont pas, je dirais, émis de position commune par rapport à cela. Chacun l'a fait de manière individuelle et dans un ton à chaque fois différent. Vous avez des pays qui se sont abstenus de commenter et vous avez des pays qui se sont très clairement prononcés en faveur de cette intervention, Milei en Argentine, Noboa en Equateur ou Bukele au Salvador.

Cela reflète un continent politiquement fragmenté, avec des gouvernements allant de la gauche radicale et du centre gauche à la droite conservatrice et traditionnelle, voire à l'extrême droite. En Amérique latine, il existe aussi des « fora », des organisations régionales qui auraient pu se réunir et adopter une position ferme face à cette intervention. Mais ces organes sont eux-mêmes traversés par ces divisions nationales et cette fragmentation idéologique. Elles sont de ce fait paralysées, ce qui profite à Trump.

¹ Leprince, C. (2026, 12 janvier). « Non-alignement actif » et souveraineté en Amérique latine : trajectoire d'un concept [Épisode de podcast]. France Culture. Radio France.



Sur la table de Sebastian Santander

Face à un monde en constante mutation où les bouleversements s'opèrent selon une cadence rapide et où les repères se déplacent continuellement, appréhender les dynamiques qui animent et façonnent la vie politique internationale devient fondamental. Le lecteur y trouvera de nombreuses clés qui lui permettront de saisir la globalité et la complexité croissante de la réalité contemporaine.





Tribune

L'actualité en mouvement

CHARLOTTE RENOUPEZ
Présidente des Équipes Populaires

Contribuer, c'est faire société

Il n'est pas neuf d'avoir des difficultés à présenter positivement la fiscalité, mais nous assistons actuellement à une intensification de sa diabolisation. Derrière les phrases lapidaires – rage taxatoire ! Enfer fiscal ! et j'en passe – se cache une vision particulièrement problématique des contributions. De fait, ce n'est pas tant l'impôt que notre gouvernement fustige, mais un impôt justement prélevé et justement réparti. Deux simples exemples : alors que rien n'avance en matière de transparence fiscale pour les hauts revenus et patrimoines, le gouvernement Arizona – et sa ministre de l'Intégration sociale Anneleen Van Bossuyt (NV-A) – a la volonté d'établir un « cadastre des pauvres », registre central des allocations et tarifs sociaux qui aurait selon le cabinet l'objectif de « la prévention des abus, la prévention de l'octroi double ou indu d'un avantage, la possibilité de stocker des informations pertinentes provenant de sources de données régionales et locales et, simultanément, de partager les données issues du registre »¹.

Comprenez pour éventuellement diminuer les allocations ou revenus de remplacement des allocataires sociaux. Le droit à la vie privée est apparemment un argument qui n'est entendable que lorsque l'on a un patrimoine à protéger des contributions... Second exemple, l'augmentation de la quotité exemptée d'impôt, une mesure partiellement reportée par le gouvernement, car couteuse. Mesure-phare pour augmenter le revenu net, elle profitera à l'ensemble des contribuables dont les revenus dépassent la quotité exemptée actuellement en vigueur. C'est-à-dire à tous-tes, hauts revenus compris, sauf aux plus précaires qui n'en profiteront que très peu, voire pas du tout. Cette mesure coutera 3,5 milliards d'euros, creusera davantage

le déficit public – déficit comblé notamment par des économies sur les soins de santé et la suppression de l'enveloppe bien-être, faut-il le rappeler – et contribuera à renforcer la rhétorique anti-impôt. Nous assistons donc non pas à une atténuation généralisée de la fiscalité, mais bien à un détournement de l'outil fiscal au bénéfice des plus nantis et des grandes entreprises, au service du maintien – de l'augmentation – des inégalités et des écarts de richesse.

Faire de la fiscalité un levier d'équité est pourtant fondamental pour une démocratie qui fonctionne. C'est s'assurer d'une confiance collective en un État protecteur, en une société où chacun-e a sa place. Aux Équipes Populaires, nous

le clamons haut et fort, l'impôt nous enrichit : c'est ce que nous décidons de mettre en commun pour vivre ensemble et construire une sécurité collective². En ce sens, renforcer tous les mécanismes permettant une juste contribution, pour des services publics et collectifs, c'est prendre soin de notre démocratie. C'est pourquoi il nous apparaît essentiel de développer un regard positif sur la fiscalité, de rendre visible ce qu'elle permet : garantir les droits fondamentaux aux citoyen·nes, corriger les injustices sociales, investir dans l'avenir, créer les conditions d'un cadre de vie plus digne et plus équitable. Au fond, contribuer, c'est faire société.

¹ Lorent, P. (2026, 14 janvier). L'octroi d'aides sociales plafonné dès le 1^{er} octobre. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/722379/article/2026-01-14/octroi-daides-sociales-plafonne-des-le-1er-octobre>

² Voir la campagne L'impôt, ça nous enrichit sur <https://www.equipespopulaires.be/campagnes/limpot-ca-nous-enrichit/>

Comité de rédaction

Oleg Bernaz, Dominique Decoux, Ariane Estenne, Juliano Ferreira, France Huart, Hugo Goeury, Julien Gras, Antoinette Maia, Thomas Miessen, Anne-France Mordant, Véronique Oruba, François Reman, Nabil Sheikh Hassan, Svetlana Sholokhova, Soraya Soussi, Christine Steinbach, Tatiana Willems

Correctrice

Claudine Lienard

Rédactrice en chef

Stéphanie Baudot

Journaliste

Manon Legrand

Secrétariat

Lysiane Mettens

Refonte graphique

Switch asbl

Graphisme & maquette

Elsa Kbaier

Collage Une

Illustratrice Elsa Kbaier / photo F. Hayek © Levan Ramishvili - Flickr / photo J. Milei © Ciaran McCrickard - World Economic Forum / photo G.L. Bouchez © Thierry Louis - Wikipédia

Éditrice responsable

Dominique Decoux - Centre d'information et d'éducation populaire du MOC (CIEP ASBL) BP50-1031 Bruxelles.

Pour recevoir
démocratie

25€ /12 numéros

Pour les virements :
BE95 7995 8743 7658
(mention « démocratie »)

20€ /an par domiciliation

Pour demander un avis de domiciliation :
02 246 38 43
lysiane.mettens@ciep.be

Retrouvez-nous aussi sur :
www.revue-democratie.be

Écrivez-nous :
democratie@moc.be